

Le député suisse Addor refuse que la justice française devienne la police mondiale de la pensée

écrit par Christine Tasin | 1 décembre 2016



COMMUNIQUE DE RIPOSTE LAIQUE

Le député suisse Addor refuse que la justice française devienne la police mondiale de la pensée

Nous portons à la connaissance de l'ensemble des médias français la réaction du député UDC du Valais, Jean-Luc Addor, suite à la condamnation d'un ressortissant helvétique par la justice française, en avril 2016.

Bien que le site soit suisse, et que l'article incriminé, signé par un apostat tunisien, ait été posté depuis ce pays, les juges de la 17^e Chambre ont estimé que le fait que le texte soit consultable depuis la France le soumettait aux lois de l'Hexagone.

En ce jour où les deux avocats de Riposte Laïque, Maître Haddad et Maître Pichon, défendent, sur cette affaire, une Question Prioritaire de Constitutionnalité, le député suisse

explique au ministre socialiste la terrible jurisprudence qu'impliquerait, pour les journalistes français, mais aussi du monde entier, cette décision.

Cette condamnation est révélatrice d'une dérive inquiétante de la justice française, qui se permet de condamner le talentueux journaliste Eric Zemmour pour délit d'opinion, et de se livrer à un véritable harcèlement contre le site Riposte Laïque et son fondateur, contre lesquels une vingtaine de procédures judiciaires ont été intentées, dont quatre par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve et quatre autres par le maire de Paris Anne Hidalgo. La présidente de Résistance républicaine, Christine Tasin, voit également les plaintes se multiplier contre elle, et subir des condamnations extravagantes, qui l'obligent à se pourvoir en appel ou en cassation.

Nous invitons l'ensemble des journalistes, surtout s'ils ne partagent pas les orientations de Riposte Laïque, à informer leurs lecteurs de cette inquiétante dérive de trop de juges français, qui remettent gravement en cause la liberté d'informer de nos médias, et plus largement une liberté d'expression que des millions de Français défendaient dans la rue, au lendemain des assassinats de Charlie Hebdo.

Le 1^{er} décembre 2016

David Martin Ferguson, président de Riposte Laïque Suisse

Pierre Cassen, fondateur de Riposte Laïque